

de l'Irak mettent en lumière les problèmes qu'il reste à résoudre.

Le Canada s'en tient fermement au programme détaillé de non-prolifération établi l'année dernière par le Premier ministre. Il doit avant tout travailler à l'adhésion universelle au Traité de non-prolifération des armes nucléaires et à le faire prolonger indéfiniment à la Conférence de reconduction du TNP en 1995.

Il serait plus facile d'en arriver à cet objectif si les États dotés de l'arme nucléaire concluaient un traité d'interdiction complète des essais et c'est ce que nous continuerons de préconiser. Une collaboration plus étroite entre les pays en développement et industrialisés dans le secteur des techniques nucléaires pacifiques sera un autre facteur important du succès de la conférence en 1995.

Il faut continuer d'améliorer la coopération régionale afin de pouvoir s'attaquer aux causes de l'insécurité et des tensions à l'origine de la prolifération nucléaire et de l'accroissement des appareils militaires. Nous devons disposer de meilleures garanties au niveau de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et de meilleurs contrôles de la technologie nucléaire pour faire face à la possibilité de programmes secrets d'armes nucléaires.

L'éclatement de l'ancienne Union soviétique incarne bon nombre des défis planétaires. La Russie a pris des mesures louables pour réduire son stock d'armes nucléaires. Cependant, elle a besoin d'aide pour se débarrasser de certaines matières fissibles, qui doivent également être mises en sécurité dans des installations civiles.

Le bouleversement économique et la lenteur de l'appareil gouvernemental face à la nécessité d'adopter par voie législative des mécanismes de contrôle et de les appliquer ont encouragé un trafic de la technologie secrète. Nous avons appuyé la création de centres de la science et de la technologie à Moscou et à Kiev afin que les membres de l'industrie de l'armement puissent contribuer à des entreprises pacifiques. Mais les gouvernements, particulièrement ceux de la Russie et de l'Ukraine, doivent s'acquitter de leurs obligations, à savoir démanteler et détruire les armes nucléaires en Ukraine. Ces armes ne doivent jamais servir de monnaie d'échange dans des négociations.

La sécurité coopérative n'est certes pas facile dans les années 1990, mais ce n'est pas une tâche impossible.

Si les problèmes se multiplient, les options aussi. On peut bien sûr conclure des ententes bilatérales, mais leur utilité est limitée. Le Canada estime pour sa part que la solution la plus